

2025/314

nomenclature: 6.1.7

ARRETE DU MAIRE

<u>OBJET</u>: Réglementation temporaire de la circulation sur la rue de la Cité durant les travaux de renouvellement du réseau GRDF.

Le Maire de TARNOS,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la permission de voirie n°2025/9429 délivrée le 24 juin 2025 par Monsieur le Maire de Tarnos à GRDF pour des travaux de réhabilitation sur le réseau gaz sur l'impasse de la Cité, la rue du Fronton, la rue de la Cité, la rue du Colonel Fabien et la rue Klein à Tarnos,

Vu la permission de voirie n° PV 2025 018 délivrée par Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Seignanx à GRDF autorisant les travaux sur le réseau Gaz, rue des Forges à Tarnos,

Considérant la demande de la société BAB TP en date du 22 octobre 2025 sollicitant un arrêté de réglementation de la circulation pour effectuer cette opération,

Considérant que ces travaux vont entraîner des perturbations au niveau du trafic routier sur cette voie,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité vis à vis des usagers de cette voie et des employés de l'entreprise chargée des travaux,

ARRETE

Article 1: La circulation des véhicules est réglementée sur la rue de la Cité, à hauteur des travaux, entre le jeudi 30 octobre 2025 et le vendredi 28 novembre 2025, selon les dispositions suivantes.

<u>Article 2</u>: La circulation s'effectue en alternat par demi-chaussée, réglé par feux tricolores. Le dispositif de feux tricolores, s'il reste installé en dehors de la période de présence de l'entreprise, doit être équipé d'un système anti-vandalisme de type buse béton.

Article 3 : Les restrictions suivantes sont instituées au droit du chantier :

- limitation de vitesse à 30 km/h
- interdiction de dépasser
- interdiction de stationner. Le non-respect des mesures prises dans le cadre du présent arrêté amènera les forces de police à requérir la mise en fourrière des véhicules en infraction, aux frais exclusifs de leurs propriétaires, conformément à la législation.

Article 4 : L'accès aux propriétés riveraines est maintenu en permanence.

<u>Article 5</u>: La continuité de la circulation des piétons et des PMR doit être assurée en permanence en respectant les règles de sécurité.

<u>Article 6</u>: L'entreprise doit tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité des usagers aux abords du chantier et ce, pendant toute la durée des perturbations, que l'entreprise soit présente ou non sur place, y compris avoir recours, si nécessaire, à ses frais, à un balayage de sécurité.

<u>Article 7</u>: L'entreprise chargée des travaux procède, à ses frais, à la mise en place des signalisations réglementaires nécessaires à l'application du présent arrêté conformément à la réglementation. L'entreprise doit garantir que ses dispositifs de signalisation de chantier sont en place à tout moment de la journée. Un soin tout particulier est apporté au balisage du chantier après le départ de l'entreprise le soir.

<u>Article 8</u>: En cas d'anomalie détectée sur le système de signalisation ou sur la sécurisation du chantier, l'entreprise doit être en mesure d'intervenir afin de restaurer la sécurisation du chantier et l'intégrité de la signalisation, même en dehors des heures de présence chantier et ce, via le numéro d'astreinte suivant : 06 10 12 83 28.

<u>Article 9</u> : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication ou d'un affichage selon les règles en vigueur.

<u>Article 10</u>: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois suivant son affichage ou sa notification et sa transmission au représentant de l'État dans le Département. Le tribunal administratif de Pau peut être saisi dans les deux mois par l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

<u>Article 11</u>: Monsieur le Maire, les Services de Gendarmerie Nationale et de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- BAB TP
- DEEJ
- Cuisine centrale municipale
- CIAS
- Communication

Fait à Tarnos, le 27 octobre 2025

Le Maire de Tarnos,

Marc MABILLET

Roll andes